



## **Déclaration du comité régional Provence-Alpes-Côte d'Azur du Parti Communiste Français**

### **Avec la population et les usagers ferroviaires de la région PACA, les communistes soutiennent la Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur**

La commission Mobilité 21 (CM21) doit remettre son rapport concernant la hiérarchisation et la sélection des projets inscrits au Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT).

Notre région porte depuis plusieurs années un projet, inscrit au SNIT, de nouvelle ligne ferroviaire entre Marseille et Nice désormais intitulée Ligne Nouvelle Provence Côte d'Azur (LN PCA).

Les communistes souhaitent rappeler leur soutien de longue date à ce combat.

Quatre millions d'habitants, dont les 2<sup>ème</sup> et 5<sup>ème</sup> agglomérations françaises, vivent sur le littoral de Marseille à Nice, desservi par une unique ligne ferroviaire conçue au 19<sup>ème</sup> siècle, quand la population était trois fois moins nombreuse qu'aujourd'hui.

L'équipement ferroviaire entre Marseille et Nice (seulement 10 cm de rail par habitant) est cinq fois moins important que dans le reste du pays.

Au départ de Nice, en 4 heures de train, on ne parvient ni à Nîmes, ni à Valence, la 5<sup>ème</sup> agglomération française demeurant la plus enclavée du pays.

Depuis Marseille, on arrive plus vite à Bruxelles qu'à Gênes ou Barcelone, ce qui contredit l'ambition d'un arc méditerranéen.

L'équité et la justice exigent que le projet de LN PCA soit retenu par la CM21, par delà les contraintes budgétaires, dont les communistes récuse la seule réponse austéritaire.

Ecologiquement, la LN PCA est en outre une exigence.

600 000 personnes sont exposées quotidiennement à des niveaux de pollution supérieurs aux limites réglementaires sur les grandes agglomérations du littoral. 50 000 euros par jour d'astreinte sont en jeu : qui paierait ?

Dans une perspective de transition énergétique et de nécessaire diminution des combustibles fossiles, notre région ne peut plus dépendre à ce point de la route, qui est elle-même saturée : un usager Marseille-Aix passe 10 jours (de 24 heures) par an dans les embouteillages.

C'est un terrible gâchis économique, social et environnemental.

Le réseau ferroviaire est une alternative crédible mais il est aujourd'hui à bout de souffle. La gare de Marseille ne peut plus accueillir de trains supplémentaires, idem sur la ligne Cannes-Nice-Monaco dont la fréquentation est du même ordre de grandeur qu'une ligne RER de la région parisienne. Exploitée au maximum de ses capacités, la ligne Marseille-Nice connaît de nombreux dysfonctionnements qui pénalisent les usagers et se répercutent sur l'ensemble du réseau national qui perd ainsi en régularité.

La LN PCA est le plus utile des projets ferroviaires inscrits au SNIT quant au nombre de trains qu'il est prévu d'y faire circuler sans assécher la ligne classique dont le nombre de trains augmentera aussi en densifiant massivement l'offre TER (plus que largement justifiée par une demande aujourd'hui non satisfaite).

Au-delà d'opérations ponctuelles d'ajout de nouvelles voies (Antibes-Cagnes/Mer et Marseille- Aubagne, nous demandons également l'étude d'une 3<sup>ème</sup> voie dans l'agglomération toulonnaise, l'exploitation d'une zone à quatre voies à proximité de St Cyr/Mer et le décalage de la gare sur cette zone), seule la création d'une Ligne Nouvelle, moderne, rapide et efficace pourra apporter une réponse à ces enjeux.

Ce projet, dont le débat public s'est tenu en 2005, n'a déjà que trop traîné, il aurait du voir le jour avant 2020 si quelques grands élus n'avaient pas pris en otage son tracé, c'est-à-dire qu'il aurait du intégrer les actuels « coups partis ».

Il faut aujourd'hui accélérer et, à cette fin, les communistes soutiennent le consensus sur les priorités à retenir :

- la traversée et la gare souterraine traversante de Marseille,
- la 4<sup>ème</sup> voie dans la vallée de l'Huveaune (même si ce n'était pas leur idée originale),
- ainsi que la Ligne Nouvelle entre le Muy et Nice pour décharger la ligne littorale saturée et y densifier l'offre TER.

Par ailleurs, la LN PCA devra inéluctablement traverser le département du Var, même si cela doit se faire dans une étape ultérieure. Les communistes considèrent néanmoins qu'un passage aux alentours de Brignoles, en rejoignant le couloir de nuisance existant de l'A8, est plus opportun qu'un passage par Toulon qui soulève légitimement l'inquiétude des habitants et agriculteurs et pourrait compromettre le projet (quelle faisabilité d'un tunnel de 10 km sous Toulon de faible couverture sous bâti ?).

Cela permettrait une économie de 3Md d'euros, la desserte de nouveaux territoires (Centre Var) et un meilleur désenclavement de l'est de la région PACA.

Par delà quelques détails de tracé, les communistes demandent à la CM21 :

- d'objectivement retenir en priorité la LN PCA dans la liste des projets à « accélérer » et à lancer après les actuels « coups partis » en 2017.

Cela ne devrait pas être difficile au vu des propres critères qu'elle s'est donnés (optimisation de l'existant, résolution des nœuds ferroviaires, pertinence de la grande vitesse quand les distances en jeu et le désenclavement le justifient).

- au gouvernement de suivre cette recommandation et de faire instruire en urgence le projet de LN PCA dont la Déclaration d'Utilité Publique doit être prononcée le plus rapidement possible.

La LN PCA est un projet pour la France et pour l'Europe qui ne devrait pas avoir besoin d'une démonstration des attentes locales pour être d'intérêt général.

La question n'est pas tant de savoir s'il est nécessaire de la réaliser mais de savoir quand et comment nous pourrons la financer et de réserver les emprises foncières en attendant.

Concernant son financement, et ainsi que l'ont réclamé onze vice-présidents communistes en charge des transports dans d'autres Régions, les communistes demandent que les bénéfices des sociétés

autoroutières, qui profitent du manque de capacité ferroviaire actuelle, soient mis à contribution. Concernant Escota et les ASF-PACA, il serait ainsi possible de dégager 10Md d'euros sur la période d'amortissement d'un tel projet.

Cette piste n'en exclut pas d'autres mais témoigne que ni le financement, ni le coût de la LN PCA ne doivent être un obstacle à sa réalisation.

Les communistes ne laisseront pas les décideurs s'abriter derrière cet heureux prétexte pour justifier l'immobilisme.

Les communistes rappellent aussi qu'une seule année de récupération de la fraude fiscale annoncée permettrait de financer quatre fois la LN PCA (mais ne manqueraient pas d'idée quant à l'utilisation des ¾ restants).

Certains de l'intérêt que revêt un tel projet pour le développement de notre région et l'amélioration des conditions de vie de ses habitants, nous agissons sur l'ensemble de nos territoires pour que la LN PCA se concrétise le plus rapidement possible.

Pour le comité régional PACA du PCF, Alain Sfrecola – Secrétaire régional

Fédération des Alpes-Maritimes du PCF

Fédération du Var du PCF

Fédération des Bouches-du-Rhône du PCF

Fédération du Vaucluse du PCF

Fédération des Alpes de Haute Provence du PCF

Fédération des Hautes-Alpes du PCF